

Mali

Exposition sur le projet d'appui à la sécurisation foncière et forestière des communautés par les commissions foncières villageoises au Mali

Historique juridique

- Le Code domanial et foncier du Mali est très inspiré de la période coloniale. Ce code ne reconnaissait pas les terres des communautés (la terre appartient à l'Etat).
- La loi d'orientation Agricole (LOA), votée en 2006 sous le pilotage de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP-Mali), a permis l'élaboration de la loi portant sur le foncier Agricole (LFA) en 2017 qui reconnaît aujourd'hui les terres des communautés rurales et prévoit leur sécurisation.
- La révision du code domanial et foncier pour mieux l'adapter aux réalités du pays.

Mobilisation sociale

- Sous le leadership de la CNOP, les communautés locales se sont organisées et un cadre est mis en place élargissant leur espace d'expression (rencontre d'échange des communautés à Kati).
- Des actions d'anticipation en termes d'analyse des lois et textes envisagés pour interpeler l'Assemblée nationale et le Gouvernement au profit des groupes défavorisés (femmes et jeunes).
- Une séance d'écoute des communautés par l'Assemblée nationale a eu lieu avant la promulgation de la LFA. Cela a permis de retarder le vote de cette loi pour permettre la prise en compte des préoccupations des communautés.

Opportunité

- Les avancées faites par l'Etat malien en matière de législation foncière (La promulgation de la LFA et ses décrets d'application) a été une grosse opportunité.
- La situation sécuritaire au centre du Mali et les accaparements fonciers, les spoliations grandissant au Sud et les résultats du projet pilote ont été également des facteurs favorables au projet car la sécurisation foncière et forestière reste un élément déterminant pour la stabilité du pays.

From 01 January 2019

To 31 December 2021

Budget

US\$1,500,000



Proponents

National Coordinating Body of Peasant Organizations in Mali (CNOP) and HELVETAS Swiss Intercooperation

HELVETAS Swiss Intercooperation

Permanent Secretariat of the High Council on Agriculture

Permanent Secretariat of the Domain and Land Reform

National Directorate of Water and Forests (DNEF)

Agriculture Land Security Advocacy Network (RP-SéFA)

Consultations Platform (Cadre de Concertation)

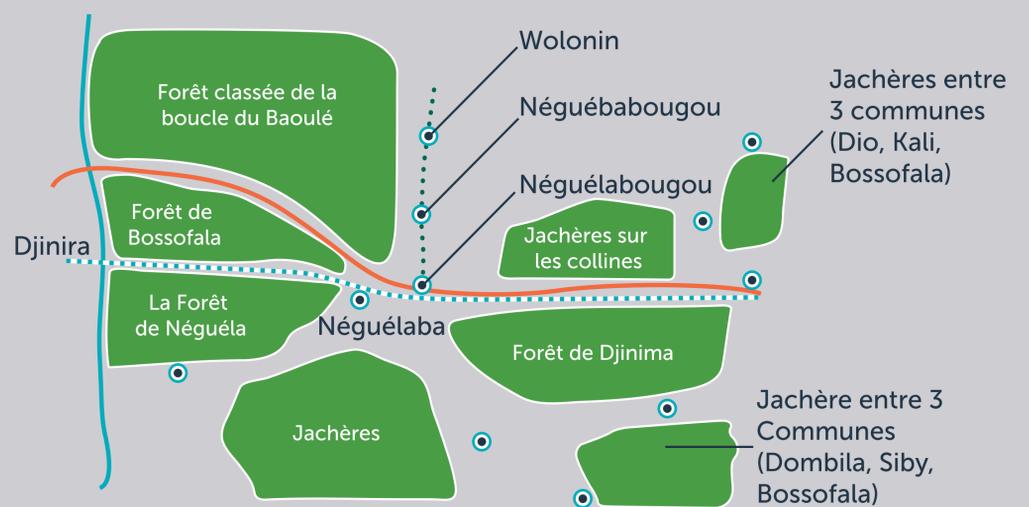
Cultural Association Act Sept

Malian Group Against Land Grabbing

Disposition des forêts et jachères importantes dans le terroir de Bossofala

Légende:

- - - - Voie ferrée
- - - - Piste rurale
- Route RN23
- Villages
- Fleuve Baoulé



Objectifs du projet

- Contribuer à la sécurisation de plus de **15 000** hectares de terre et des forêts des communautés locales (terres collectives et familiales) par la mise en place de **100** commissions foncières villageoises.
- Favoriser l'intégration de **50 %** des groupes vulnérables (jeunes et femmes) pour leur meilleure contribution au développement local d'ici 2021.
- Renforcer les capacités des communautés par la reconnaissance de leurs droits coutumiers pour la gestion durable de **10 000** hectares de forêts dans **(2)** communes d'intervention du projet.

Activités

- **Sécurisation, plus de 15 000** hectares de terre et de forêt sont sécurisés au profit des communautés dans **100** villages des régions de Sikasso, Ségou et Koulikoro par les commissions foncières fonctionnelles.
- Elaboration, validation, adoption et mise en œuvre de trois **(3)** conventions locales de gestion des ressources naturelles par les communautés locales dans trois communes.
- Classement de deux **(2)** massifs forestiers au profit des communautés locales dans les communes de Bossofara (cercle de Kati) et Karaba (cercle de San).
- Mise en place de cadres de concertations sur la gouvernance foncières au niveau régional.

Résultats attendus

- Plus de **30 000** personnes (**45%** de femmes) sont sensibilisées sur les enjeux de la LFA et les avantages qu'elle offre aux communautés locales.
- **15 000** hectares des terres et des forêts sont sécurisés.
- Plus de **100** femmes et jeunes sont dans les instances locales de gouvernance foncière et s'expriment.



Concertation villageoise à Sonikegny



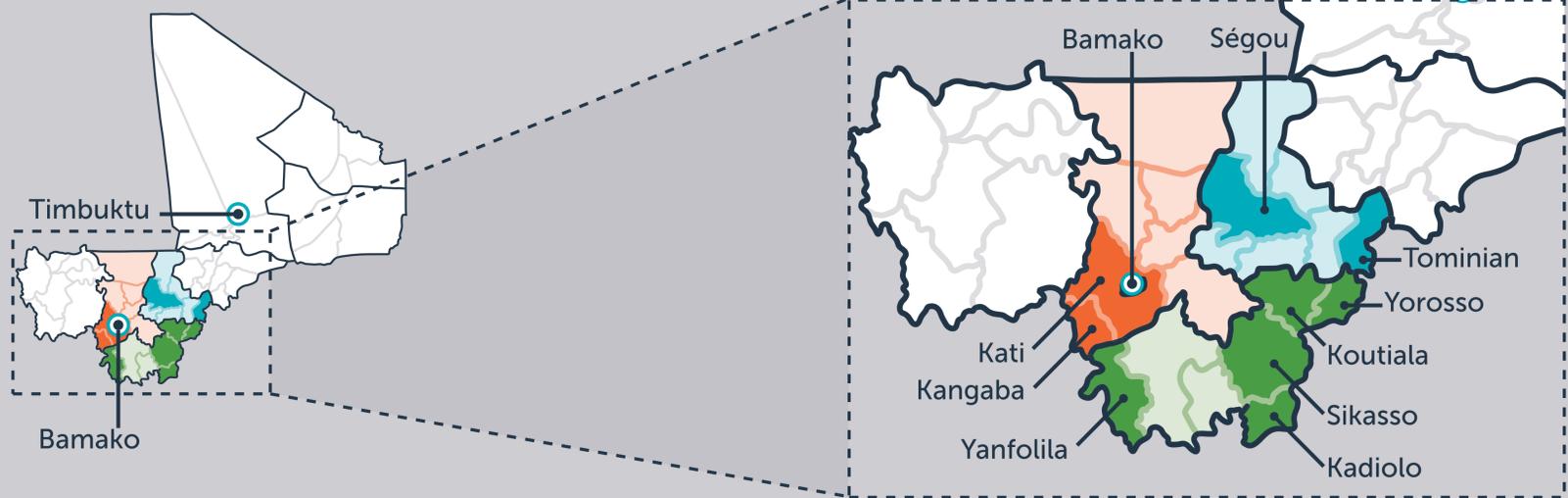
Champ de culture à Tominian



Séance de d'information et de sensibilisation à Fanafiécoro



Visite du massif de Bossofara



Renforcement des capacités

- Formation de 32 relais paysans, 50 membres de la fédération nationale des jeunes ruraux (FENAJER) et de la fédération nationale des femmes rurales (FENAFER) sur la LFA ;
- Formation de 60 administrateurs, magistrats sur la LFA ;
- Mission de suivi des activités du projet par le secrétariat exécutif de la loi d'orientation Agricole ; et
- Missions conjointes des facilitateurs du projet, des représentants des organisations paysannes (AOPP) et ONGs partenaires de sensibilisation dans les villages sur la LFA.

Impacts

- Grâce au projet, l'éveil de conscience des communautés locales quant à leurs droits est visible. Elles comprennent en quoi leur existence se posait en termes de survie. Du coup, elles sont capables d'interpeller et de revendiquer.
- Elles maîtrisent les procédures administratives. Ce qui facilite le traitement des dossiers de sécurisation ou de transaction foncière.
- Les procédures gouvernementales connaissent des modifications. Les attestations de détention coutumière ou de possession foncière sont enregistrées au niveau communal pour être enregistré au niveau des services des domaines de l'Etat.



Séance de formation des femmes au centre Nyéléni de Sélingué

Project areas

Koulikoro Region

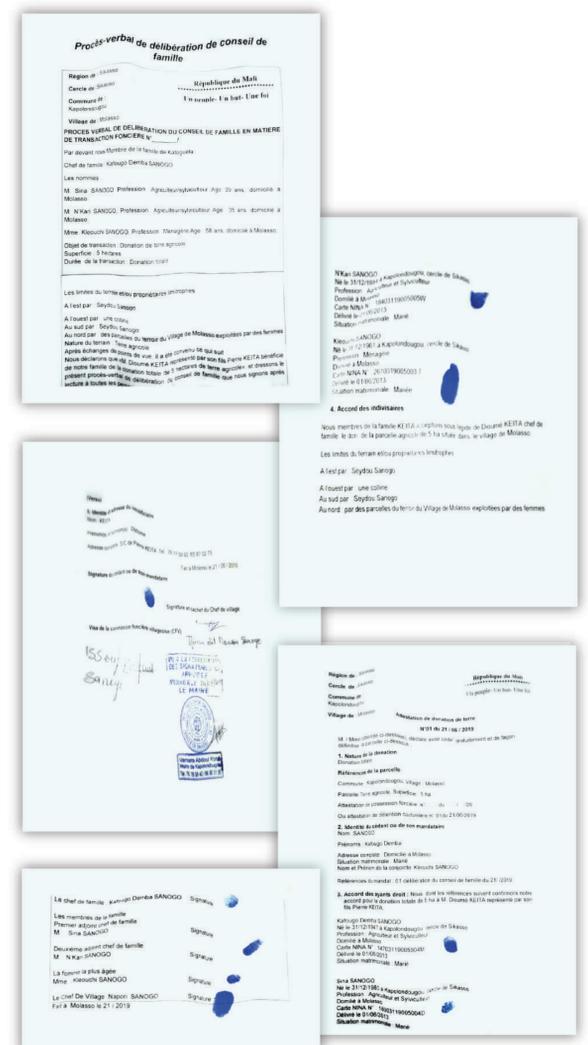
- Kangaba District
- Kati District

Ségo Region

- Ségou District
- Tominian District

Sikasso Region

- Kadiolo District
- Koutiala District
- Sikasso District
- Yanfolila District
- Yorosso District



50 membres de la fédération nationale des jeunes ruraux (FENAJER) et de la fédération nationale des femmes rurales (FENAFER) sur la LFA